



**mission
inclusion**

**Revue de presse
1^{er} au 15 mars 2022**



Table des matières

Mission inclusion.....	3
Le défi d’assurer la santé des femmes en Haïti	4
Le Devoir – 2022-03-05 – p. D9	4
Des femmes dans des « métiers d’homme » au Burkina Faso	7
Le Devoir – 2022-03-05 – p. D10	7
Pour faire résonner la voix des femmes dans le monde	10
Le Devoir – 2022-03-05 – p. D4	10
Champs d’action au Québec.....	12
Une plongée dans les poubelles pour sauver des aliments	13
Le Nouvelliste – 2022-03-01	13
Aider les locataires dans leurs recherches	17
Le Clairon – 2022-03-01 – p. 1, 4	17
Une foule d’activités offertes aux personnes âgées	19
Courrier Frontenac – 2022-03-02	19
Les centres d’hébergement pour les demandeurs d’asile sont presque pleins à Montréal	21
Radio-Canada – 2022-03-04	21
Des jeunes de Saint-Léonard se mobilisent pour venir en aide aux itinérants	22
Métro – 2022-03-05	22
Solidaire et contre le gaspillage alimentaire	23
Les Versants – 2022-03-09 – p. 8	23
Des déjeuners plus équilibrés pour 240 étudiants	26
L’Étoile du Lac – 2022-03-09 – p. 9.....	26
Champs d’action à l’international.....	28
Burkina Faso : 160 000 nouveaux déplacés en janvier face aux attaques djihadistes	29
La Presse – 2022-03-10	29
Guerre Ukraine – Russie : des ONG craignent une réduction du financement destiné au Sahel au profit de l’Ukraine	30
BBC News – 2022-03-11	30
Nigeria: crainte d'une crise alimentaire à cause de la guerre en Ukraine	32
Rfi – 2022-03-12	32
Actualité à surveiller.....	33
Québec annonce une aide à deux organismes pour les besoins humanitaires en Ukraine	34
Métro – 2022-03-01	34



Mission inclusion



Le défi d'assurer la santé des femmes en Haïti

Le Devoir – 2022-03-05 – p. D9

Par : Miriane Demers-Lemay

<https://www.ledevoir.com/societe/680988/le-defi-d-assurer-la-sante-des-femmes-en-haiti>

JOURNÉE INTERNATIONALE DES FEMMES | LES SAMEDI ET DIMANCHE 6 MARS 2022 | LE DEVOIR | D9

Le défi d'assurer la santé des femmes en Haïti

« Le gouvernement étudie cette possibilité. Ce sont des bracelets que pourraient porter certains conjoints violents après danger, afin qu'ils ne puissent pas approcher la victime à l'intérieur de deux premières décimètres. Ils reçoivent alors un avertissement leur disant de rebrousser chemin, et s'ils continuent de se rapprocher, le service de police et la victime seront avertis. Cela devrait commencer au printemps, dans la région de Québec. »

D'autres batailles à mener

La lutte contre la violence conjugale se poursuit sur plusieurs fronts. « Ce qu'on souhaite gagner, c'est que en droit de la famille et en protection de la jeunesse, on oblige le tribunal à tenir compte de la violence conjugale. En ce moment, la Loi sur la protection de la jeunesse est à l'étude, et il faudrait qu'elle tienne compte des enfants exposés à la violence conjugale afin de mieux encadrer les interventions. De plus, on veut que les programmes d'interventions auprès des conjoints violents soient mieux évalués et fassent l'objet de notes et de meilleures pratiques », conclut M^{re} Riendeau.

Prises en étau entre l'insécurité, la pauvreté, des tremblements de terre destructeurs et des tabous tenaces, les femmes doivent surmonter bien des défis pour le respect de leurs droits sexuels et reproductifs en Haïti. Avec la coordination de divers acteurs locaux, un projet financé par Affaires mondiales Canada tente de changer la donne.

MIRIANE DEMERS-LEMAIY
COLLABORATRICE SPÉCIALE

« Sur 10 enfants, j'en ai perdu 9 », raconte une mère haïtienne dans un court documentaire réalisé par PROSAM – S'unir pour la santé reproductive, maternelle et infantile en Haïti. Un de ses enfants est mort dans un tremblement de terre, les deux autres sont morts de façon naturelle, probablement de maladie ou d'infection. Et malheureusement, ce cas de figure est loin d'être isolé dans ce pays, déclare Santa Chancy, médecin et coordonnatrice du projet de participation citoyenne dans le secteur de la santé en Haïti (PACT) pour Mission inclues en Haïti.

Dans le petit pays des Caraïbes, la mortalité infantile est la fois plus élevée qu'au Canada, tandis que la mortalité maternelle y est 100 fois plus élevée, selon PROSAM. Le pays se classe en queue de peloton parmi les pays les plus pauvres du monde. Des bandes armées ont fait exploser le niveau d'insécurité et entravé les livraisons de marchandises d'urgence. Le pays a été régulièrement frappé par des éboulements et des tremblements de terre ; plus de 200 000 personnes ont péri dans le séisme de 2010, tandis qu'un séisme de magnitude 7,2 en 2011 a généré plus de 1 milliard de dollars de dommages.

« Étant qu'il y a des transports pour se rendre dans une institution ? Étant que c'est trop cher ? », Santa Chancy, énumère les questions que les Haïtiennes posent et pose avant de se rendre dans une clinique. Si un enfant est malade, on doit avoir l'argent pour payer le transport pour se rendre à la clinique, puis la consultation, les examens et les médicaments.

« Seulement 9 % de la population vit en zones rurales à des moments de payer ces soins », observe-t-elle. En Haïti, les médicaments ne sont pas seulement difficiles d'accès pour les patients, mais aussi pour les institutions qui ont régulièrement des ruptures de stock en raison de la grande insécurité dans le pays, a dit le vice-président de PACT et directeur vas à Popou-Étiève, tu as peur de le faire entrer, observe la médecin, qui est basée dans la ville de Léogâne, à une quarantaine de kilomètres

seulement de la capitale. Parce qu'il ne peut pas y aller, il y a des médicaments qu'on ne trouve pas. »

Enfin, il y a les nombreux tabous entourant la santé sexuelle et reproductive des femmes. Une femme enceinte va souvent préférer accoucher dans l'intimité de la maison avec l'aide d'une accoucheuse traditionnelle, observe Santa Chancy. Le risque, c'est que ces accoucheuses ne sont pas toujours formées adéquatement pour réagir ponctuellement en cas de complications, ce qui entraîne parfois la mort de la mère ou du nouveau-né.

Également, plus de 20 % des adolescentes ont déjà un enfant à l'âge de 10 ans, ajoute la médecin. Si une adolescente de moins de 19 ans demande des contraceptifs, les employés des institutions peuvent refuser sa demande en raison de son âge, illustre-t-elle, en ajoutant que l'avortement est considéré comme un crime dans le pays.

La santé, pour et par la communauté

Pendant sept ans, l'équipe du projet PROSAM s'est attaquée à différents facteurs afin d'améliorer la santé des femmes et des filles, en réalisant par exemple le prix des médicaments ou en fournissant des formations aux accoucheuses. Au fil des ans, l'équipe de PROSAM a rasé de nombreux murs au sein de la communauté et des institutions de la ville de Léogâne. C'est sur ces lieux que se construit le projet PACT, qui vient de recevoir une enveloppe budgétaire de la part d'Affaires mondiales Canada.

« Quand on parle des enjeux, lorsqu'on va prendre des décisions, la communauté a son mot à dire. Il faut que les gens soient impliqués dès le début du projet », explique Santa Chancy. On va essayer de déconstruire certains tabous liés à la santé. On va soutenir cette société civile pour qu'elle puisse instaurer le dialogue auprès des institutions et des instances étatiques. C'est un mariage entre le droit et la santé. »

Pour ce faire, des activités de groupe sont au calendrier avec une multitude d'acteurs de la communauté : des parents, des adolescentes, des écoles, des leaders religieux, des prestataires de soins, etc. La première activité du PACT et d'ailleurs prévue avec les organisations des femmes de la région, dans le cadre de la Journée internationale des droits des femmes.



Plus de 20 % des jeunes femmes haïtiennes ont déjà un enfant à l'âge de 19 ans.



Femmes remarquables du Québec

Le saviez-vous?

Les **Filles du roi** sont rappelées dans des noms de lieux dispersés aux quatre coins du Québec, et ce, même si elles se sont principalement établies à Québec, à Montréal et à Trois-Rivières.

La musicienne **Daisy Peterson Sweeney** a donné son nom à une rue et à un parc dans le quartier montréalais où elle a enseigné à plusieurs grands noms du jazz.

Elspeth Russell, dont le souvenir est rappelé dans le nom d'un aéroport, a été pendant plusieurs années la seule femme pilote d'avion professionnelle au Québec.

Pour en apprendre davantage sur ces femmes remarquables du Québec et pour en découvrir d'autres, consultez notre carte interactive, qui met en lumière plus de 500 noms de lieux rappelant leur souvenir.

cartes.toponymie.gouv.qc.ca/femmes

Votre gouvernement Québec

Prises en étau entre l'insécurité, la pauvreté, des tremblements de terre destructeurs et des tabous tenaces, les femmes doivent surmonter bien des défis pour le respect de leurs droits sexuels et reproductifs en Haïti. Avec la coordination de divers acteurs locaux, un projet financé par Affaires mondiales Canada tente de changer la donne.



Sur 10 enfants, j'en ai perdu 3», raconte une mère haïtienne dans un court documentaire réalisé par PROSAMI – S'unir pour la santé reproductive, maternelle et infantile en Haïti. Un de ses enfants est mort dans un tremblement de terre, les deux autres sont morts de façon subite, probablement de maladie ou d'infection. Et malheureusement, ce cas de figure est loin d'être isolé dans ce pays, déplore Santia Chancy, médecin et coordonnatrice du projet de participation citoyenne dans le secteur de la santé en Haïti (PACIT) pour **Mission inclusion** en Haïti.

Dans le petit pays des Caraïbes, la mortalité infantile est 14 fois plus élevée qu'au Canada, tandis que la mortalité maternelle y est 50 fois plus élevée, selon PROSAMI. Le pays se classe en queue de peloton parmi les pays les plus pauvres du monde. Des bandes armées ont fait exploser le niveau d'insécurité et entravent les livraisons de marchandises et d'essence. Le pays a été régulièrement frappé par de dévastateurs tremblements de terre; plus de 200 000 personnes ont péri dans le séisme de 2010, tandis qu'un séisme de magnitude 7,2 en 2021 a généré plus de 1,5 milliard de dollars de dommages.

«Est-ce qu'il y a des transports pour se rendre dans une institution ? Est-ce que c'est trop cher ?» Santia Chancy énumère les questions que «les Haïtiennes peuvent se poser avant de se rendre dans une clinique. Si un enfant est malade, on doit avoir l'argent pour payer le transport pour se rendre à la clinique, puis la consulta-tion, les examens et les médicaments.

«Seulement 9 % de la population vivant en zones rurales a les moyens de payer ces soins», observe-t-elle.

En Haïti, les médicaments ne sont pas seulement difficiles d'accès pour les patients, mais aussi pour les ins-titutions qui ont régulièrement des ruptures de stock en raison de la grande insécurité dans le pays. «Si tu vas à Port-au-Prince, tu as peur de te faire enlever, observe la médecin, qui est basée dans la ville de Léogâne, à une quarantaine de kilomè- tres seulement de la capitale. Parce qu'on ne peut pas y aller, il y a des médicaments qu'on ne trouve pas.» Enfin, il y a les nombreux tabous entourant la santé sexuelle et reproductive des femmes. Une femme enceinte va souvent préférer accoucher dans l'intimité de la maison avec l'aide d'une accoucheuse traditionnelle, observe Santia Chancy. Le risque, c'est que ces accoucheuses ne sont pas toujours formées adéquatement pour réagir promptement en cas de complications, ce qui entraîne parfois la mort de la mère ou du nouveau-né.

Également, plus de 20 % des jeunes femmes ont déjà un enfant à l'âge de 19 ans, ajoute la médecin. Si une adolescente de moins de 19 ans demande des contraceptifs, les employés des institutions peuvent refuser sa demande en raison de son âge, illustre-t-elle, en ajoutant que l'avortement est considéré comme un crime dans le pays.

La santé, pour et par la communauté Pendant sept ans, l'équipe du projet PROSAMI s'est attaquée à différents facteurs afin d'améliorer la santé des femmes et des filles, en réduisant par exemple le prix des médicaments ou en fournissant des formations aux accoucheuses. Au fil des ans, l'équipe de PROSAMI a tissé de nombreux liens au sein de la communauté et des institutions de la ville de Léogâne. C'est sur ces liens que se construit le projet PACIT, qui vient de recevoir une enveloppe budgétaire de la part d'Affaires mondiales Canada.

«Quand on parle des enjeux, lorsqu'on va prendre des décisions, la communauté a son mot à dire. Il faut que les gens soient impliqués dès le début du projet, explique Santia Chancy. On va essayer de déconstruire certaines relations hiérarchiques. On va soutenir cette société civile pour qu'elle puisse intégrer le dialogue auprès des institutions et des instances étatiques. C'est un



maillage entre le droit et la santé.»Pour ce faire, des activités de groupe sont au calendrier avec une multitude d'acteurs de la communauté:des parents, des adolescentes, des écoles, des leaders religieux, des prestataires de soins, etc. La première activité du PACIT est d'ailleurs prévue avec les organisations de femmes de la région, dans le cadre de la Journée internationale des droits des femmes.

[Retour à la table des matières](#)



Des femmes dans des « métiers d'homme » au Burkina Faso

Le Devoir – 2022-03-05 – p. D10

Par : Leïla Jolin-Dahel

<https://www.ledevoir.com/societe/681012/des-femmes-dans-des-metiers-d-homme-au-burkina-faso>

D10 LEDEVOIR | LES SAMEDI ET DIMANCHE 6 MARS 2022 | JOURNÉE INTERNATIONALE DES FEMMES



Des jeunes femmes suivent un atelier en carrosserie, où elles remettent en état des véhicules accidentés.

Des femmes dans des « métiers d'homme » au Burkina Faso

Mécaniciennes, soudeuses, électriciennes, des étudiantes issues de milieux défavorisés des alentours de Ouagadougou apprennent ces métiers afin de pouvoir faire leur place sur le marché du travail grâce au projet de Mission inclusion, en partenariat avec l'Association tout pour tous (ATTOUS).

LEILA JOLIN-DAHEL
Collaboratrice spéciale

À Burkina Faso, les femmes ne représentent que 15 % de la population sur le marché du travail, selon les données de l'Organisation internationale du travail (OIT) rapportées sur la Banque mondiale. « On est dans des pays avec une culture patriarcale », explique d'entrée de jeu Charles Mugragna, gestionnaire de projets maître pour l'équipe à Mission inclusion. Ainsi, une famille qui n'aurait pas les moyens d'élever sous ses enfants à l'école prioriserait l'éducation des garçons.

« Les filles sont retenues à la maison pour aider leur mère aux travaux ménagers. Elles ne vont pas facilement accéder au marché du travail parce qu'elles ne sont pas compétitives. On ne leur en donne pas la chance », poursuit-il.

Le projet, au coût de 498 000 \$, a été financé en partie par le ministère des Relations internationales et de la Francophonie du Québec à hauteur de 100 000 \$. Le reste a été accueilli par Mission inclusion. Ces fonds ont permis à 30 femmes en attente de suivre une formation dans un métier non traditionnel, selon l'organisme humanitaire. Et ce sont 75 % des finalistes qui ont intégré le marché du travail, tandis que 35 % ont pu créer une micro-entreprise.

Faire évoluer les mentalités

En plus de continuer à former les femmes à des métiers, le projet œuvre également à l'intégration complète

de ces femmes afin qu'elles se sentent acceptées dans leur milieu professionnel. M. Mugragna explique que la culture au Burkina Faso ressemble un peu à celle du Québec avant les années 1960, où l'église catholique avait encore la domination sur les questions concernant les mœurs de familles monoparentales.

« Avant, il y avait de jeunes filles en formation avec des enfants sur le dos. Vous imaginez pour une formation en soudure », illustre-t-il. Une garçonne a ainsi été créée pour les étudiantes qui ont des enfants.

Le projet a également élaboré des ateliers sur la masculinité positive. « En ce qui concerne le rapport entre les hommes et les femmes, il y a encore beaucoup de choses à faire. Il faut essayer de sensibiliser les garçons qui travaillent avec elles pour éviter le harcèlement basé sur le genre », explique M. Mugragna.

« Il y a des luttes à mener parce que, pendant longtemps, ce secteur était accusé par les hommes », observe-t-il. En fait, généralement, les femmes s'occupent toujours des travaux ménagers lorsqu'elles restent chez elles après la formation, contrairement aux étudiants masculins.

Latif Ouattara suit actuellement une formation en électronique. À 21 ans, elle attend à recevoir des électroménagers, des téléviseurs, des ordinateurs et des téléphones. Elle

encourage les autres femmes comme elle à réaliser leurs rêves. « Si j'avais écouté [les commentaires des gens], je n'aurais pas continué ce technique et je ne serais pas là où je suis maintenant », dit-elle.

Habiba Camptou a aussi dû composer avec les critiques lorsqu'elle a décidé de s'inscrire à une formation en carrosserie, où elle remet en état des véhicules accidentés. « Il est dit : "Une fille avec ce métier ?" J'ai répondu : "Ouais !" [La cliente étonnée], se souvient la jeune femme de 25 ans. Si ses parents n'étaient pas d'accord au départ avec son choix de carrière, ils sont maintenant « très fiers » d'elle, assure-t-elle.

Assurer le relèvement

Afin d'assurer la pérennité de la formation, si le financement venait un jour à cesser, un centre de services a été créé en partenariat avec Mission inclusion. « C'est un centre où ATTOUS pourrait recevoir par exemple des véhicules accidentés de Ouagadougou, un garage de réparation qui leur donne un revenu », résume N. Mugragna. En plus de la formation en carrosserie, le centre offre désormais aussi celle en mécanique automobile.

Un fonds de crédit permet également aux femmes diplômées de posséder leur propre entreprise de se lancer en affaires. « Et pour celles qui vont sur le marché du travail, il y a un accompagnement », ajoute Charles Mugragna. Ainsi, des stages en entreprise permettent à plusieurs étudiantes d'obtenir un emploi après leur formation.

Quant aux deux étudiantes, elles espèrent un jour pouvoir créer leur propre entreprise. « Je veux encourager les femmes qui décident d'aller faire des métiers d'hommes, de ne pas écouter les gens. J'en ai confiance en elles et elles vont réussir », souligne Latifa Ouattara.

« Il y a des luttes pendant longtemps, le secteur de la mécanique était accusé par les hommes »



L'avenir sera féministe et inclusif

Les conditions de travail des professionnelles de la santé doivent changer. C'est le mandat confié à Julie Bouchard, nouvelle présidente de la FIQ.

Tout déterminée et impatiente d'en découvrir avec le gouvernement québécois, Julie Bouchard a été élue en décembre dernier à la présidence de la FIQ pour porter haut et fort la voix de ses 76 000 membres. Infirmière auxiliaire de formation, elle a exercé au fil de sa carrière dans le milieu hospitalier, en CLSC et en CHSLD, et elle a même accouché pendant plus de 15 ans au sein de la FIQ au Saguenay-La-Saint-Jean.

« En 2022, la conciliation travail-famille est un enjeu très important pour moi comme pour l'ensemble des professionnelles en soins », lance Julie Bouchard. Etant mère elle-même, elle comprend très bien tous les défis auxquels sont confrontées les femmes au travail. Parce que nous sommes 90 % de femmes dans le réseau de la santé, nos enjeux spécifiques méritent d'être respectés. Il faut cesser d'ausser que



raisonnable, ne les rendra pas malades. Rappelons que les femmes qui travaillent dans le domaine de la santé sont nombreuses à avoir des enfants et à agir comme proches aidantes, ce qui augmente considérablement leurs responsabilités. Depuis dix ans, leurs conditions de travail se sont dégradées au point de les pousser à quitter le secteur public pour le secteur privé, à abandonner tout simplement la profession ou à prendre une retraite anticipée. « Ce n'est pas comme ça que le réseau de la santé devrait être mené », affirme Julie Bouchard. Au contraire, le gouvernement devrait investir, planifier sa main-d'œuvre, consulter les personnes qui travaillent en première ligne et s'assurer qu'il y a suffisamment de personnel dans l'ensemble des établissements du Québec pour offrir des soins de qualité. »

METTRE UN TERME À L'OMERTA

Les principales doléances de la FIQ portent sur la pénurie de main-d'œuvre et la lutte au temps supplémentaire obligatoire. Le ratio de professionnelles en soins par rapport aux patients non sécuritaires et les enjeux liés au racisme systémique, à la discrimination et à l'intimidation patronale. C'est sans compter la lutte à l'omerta qui règne dans le milieu et qui muselle les professionnelles en soins. « Nous voulons que celles qui sont tenues ou victimes de racisme, d'actes sexistes ou de harcèlement en milieu de travail soient soutenues et qu'elles disposent de plateformes pour les dénoncer sans crainte de représailles. Pour que les choses changent, il faut mettre un terme à l'omerta qui perdure dans le réseau de la santé. » Julie Bouchard souligne par ailleurs que son mouvement syndical a été malmené par le gouvernement de la CAQ depuis le début de la pandémie. « Pour faire face aux coups des arrêtés ministériels imposés à nos membres par le gouvernement, qui suspendent les conventions collectives et les vacances et qui imposent des temps complètes sans tenir compte des diverses réalités vécues par les femmes, nous sommes plus que jamais besoin d'être solidaires et mobilisées. Nos voix s'élèveront pour barrer la route à l'adoption de mesures qui mettent en péril nos conditions de travail et notre réseau public de santé. »

La Fédération interprofessionnelle de la santé du Québec (FIQ) est une organisation syndicale qui compte près de 76 000 membres infirmières, infirmiers auxiliaires, techniciens infirmiers et pharmaciennes. Elle agit en tant que le plus grand organisme de santé publique au Québec. Composée à plus de 90 % de femmes, la FIQ défend les intérêts et la perspective féministe dans la défense des droits de ses membres.

Il n'y a aucun lien de rattachement ou de dépendance entre le contenu de cet article et le contenu de notre site.

Mécaniciennes, soudeuses, électriciennes, des étudiantes issues de milieux défavorisés des alentours de Ouagadougou apprennent ces métiers afin de pouvoir faire leur place sur le marché du travail grâce au projet de **Mission inclusion**, en partenariat avec l'Association tout pour tous (ATTOUS).



Au Burkina Faso, les femmes ne représentent que 11,3 % de la population sur le marché du travail, selon les données de l'Organisation internationale du travail (OIT) rapportées par la Banque mondiale. «On est dans des pays avec une culture patriarcale», explique d'entrée de jeu Charles Mugiraneza, gestionnaire de projets majeurs pour l'Afrique à **Mission inclusion**. Ainsi, une famille qui n'aurait pas les moyens d'envoyer tous ses enfants à l'école prioriserait l'éducation des garçons.

«Les filles sont retenues à la maison pour aider leur mère aux travaux ménagers. Elles ne vont pas facilement accéder au marché du travail parce qu'elles ne sont pas compétitives. On ne leur en donne pas la chance», poursuit-il.

Le projet, au coût de 498 000 \$, a été financé en partie par le ministère des Relations internationales et de la Francophonie du Québec à hauteur de 200 000 \$. Le reste a été octroyé par **Mission inclusion**. Ces fonds ont permis à 330 femmes en 2018 de suivre une formation dans un métier non traditionnel, selon l'organisme humanitaire. Et ce sont 75 % des finissantes qui ont intégré le marché du travail, tandis que 25 % ont pu créer une microentreprise.

Faire évoluer les mentalités En plus de continuer à former les femmes à des métiers, le projet oeuvre également à l'intégration complète de ces femmes afin qu'elles se sentent acceptées dans leur milieu professionnel. M. Mugiraneza explique que la culture au Burkina Faso ressemble un peu à celle du Québec avant les années 1960, où l'Église catholique avait encore la domination sur les questions concernant les mères de familles monoparentales.

«Avant, il y avait de jeunes filles en formation avec des enfants sur le dos. Vous imaginez, pour une formation en soudure», illustre-t-il. Une garderie a ainsi été créée pour les étudiantes qui ont des enfants.

Le projet a également élaboré des ateliers sur la masculinité positive. «En ce qui concerne le rapport entre les hommes et les femmes, il y a encore beaucoup de choses à faire. Il faut essayer de sensibiliser les garçons qui travaillent avec elles pour éviter le harcèlement basé sur le genre», explique M. Mugiraneza.

«Il y a des luttes à mener parce que, pendant longtemps, ce secteur était accaparé par les hommes», observe-t-il. Il ajoute qu'actuellement, les femmes s'occupent toujours des travaux ménagers lorsqu'elles rentrent chez elles après la formation, contrairement aux étudiants masculins.

Latifa Ouattara suit actuellement une formation en électronique. À 23 ans, elle apprend à réparer des électroménagers, des téléviseurs, des ordinateurs et des téléphones. Elle encourage les autres femmes comme elle à réaliser leurs rêves. «Si j'avais écouté [les commentaires des gens], je n'aurais pas continué en électronique et je ne serais pas là où je suis maintenant», dit-elle.

Habiba Campaoré a aussi dû composer avec les critiques lorsqu'elle a décidé de s'inscrire à une formation en carrosserie, où elle remet en état des véhicules accidentés. «Ils ont dit: "Une fille avec ce métier ?" J'ai répondu: "Ouais !" Ils étaient étonnés», se souvient la jeune femme de 18 ans. Si ses parents n'étaient pas d'accord au départ avec son choix de carrière, ils sont maintenant «très fiers»d'elle, assure-t-elle.

Assurer la relève Afin d'assurer la pérennité de la formation, si le financement venait un jour à cesser, un centre de services a été créé en partenariat avec **Mission inclusion**. «C'est un centre



où AT-TOUS pourrait recevoir par exemple des véhicules accidentés de Ouagadougou, un garage de réparation qui leur donne un revenu», résume M. Mugiraneza. En plus de la formation en carrosserie, le centre offre désormais aussi celle en mécanique automobile.

Un fonds de crédit permet également aux femmes désireuses de posséder leur propre entreprise de se lancer en affaires. «Et pour celles qui vont sur le marché du travail, il y a un accompagnement», ajoute Charles Mugiraneza. Ainsi, des stages en entreprise permettent à plusieurs étudiantes d'obtenir un emploi après leur formation.

Quant aux deux étudiantes, elles espèrent un jour pouvoir créer leur propre entreprise. «Je veux encourager les femmes, qui décident d'aller faire des métiers d'hommes, de ne pas écouter les gens, d'avoir confiance en elles et elles vont réussir», souhaite Latifa Ouattara.

«Il y a des luttes à mener parce que, pendant longtemps, [le secteur de la mécanique] était accaparé par les hommes»

[Retour à la table des matières](#)



Pour faire résonner la voix des femmes dans le monde

Le Devoir – 2022-03-05 – p. D4

Par : Mission inclusion

LE DEVOIR bis

MISSION INCLUSION
Pour faire résonner la voix des femmes dans le monde

Le respect des droits des femmes est essentiel pour favoriser l'inclusion dans le monde.

La justice sociale passe par le respect des droits des femmes et des filles. «Pour Mission Inclusion, cette conviction est devenue prioritaire, affirme Geneviève Gauthier, directrice principale de la programmation internationale. Nous soutenons de plus en plus d'organisations dirigées par des femmes parce qu'elles sont les mieux placées pour faire entendre leurs voix.»

Richard Veenstra, directeur général de Mission Inclusion, ajoute pour sa part que le principal obstacle à l'inclusion sociale est l'inégalité entre les femmes et les hommes. «Cela varie d'un pays à l'autre et il y a bien sûr d'autres enjeux, comme le racisme et l'homophobie, mais dans la majorité des endroits où nous travaillons, il s'agit du facteur numéro un.»

DES PROGRAMMES AUX RETOMBÉES CONCRÈTES
À titre d'exemple, Geneviève Gauthier mentionne d'emblée le Burkina Faso. «Un beau projet avec l'Association Tout pour tous, qui offre aux jeunes femmes des formations dans des domaines traditionnellement masculins tels que la mécanique, la carrosserie et l'électronique. J'ai rencontré une femme qui a démarré son entreprise après avoir suivi sa formation en mécanique, et qui a vite constaté que la clientèle préférerait faire affaire avec des hommes. Elle a donc décidé d'ouvrir très tôt, à quatre heures du matin, ce qui lui a donné un avantage concurrentiel pour fidéliser sa clientèle.» Les retombées du programme sont concrètes : 75 % des finissantes décrochent un emploi et 25 % créent leur microentreprise. Dans ce pays où les femmes, qui représentent à peine 20 % de la main-d'œuvre, ont difficilement accès au marché du travail, c'est tout un exploit.

DES INITIATIVES COMME MOTEURS DE CHANGEMENT
«Border la question des droits des femmes par le biais de l'angle économique constitue une bonne porte d'entrée dans bien des pays, souligne Geneviève Gauthier. Les bénéfices directs sont très clairs pour tout le monde, notamment pour les hommes.» Lorsqu'on leur donne des occasions de travailler, les femmes gagnent une certaine indépendance qui se traduit par une plus grande confiance en elles. «Ainsi, lorsqu'elles montent une coopérative au Pérou ou en Bolivie, par exemple, elles ont l'occasion de prendre la parole et d'occuper plus de place à l'échelle municipale, et, en fin de compte, c'est toute la communauté qui en retire des avantages», renchérit Richard Veenstra. L'autonomisation économique des filles et des femmes est aussi une bonne stratégie pour soutenir les plus vulnérables d'entre elles. Prajwala, autre partenaire de Mission Inclusion en Inde, a mis sur pied un programme de réinsertion économique pour les survivantes de la traite humaine à des fins sexuelles, en plus de leur offrir des services psychosociaux et légaux.

Comme le précise Geneviève Gauthier, tout ne se résume pas à une question d'inclusion socio-économique. «Avec le soutien d'Affaires mondiales Canada, Mission Inclusion vient de démarrer un nouveau projet en Haïti qui met l'accent sur la santé et les droits sexuels et reproductifs des femmes. Une initiative qui les informe et les sensibilise aux questions de santé et de contraception et de leurs droits en la matière. Grâce à l'accompagnement de notre équipe haïtienne et des organisations locales, ces femmes ont accès aux soins dont elles ont besoin et elles sont outillées pour prendre des décisions éclairées.»

VOTRE DON CONTRIBUE À DONNER UNE VOIX AUX FEMMES
En temps de crise, qu'il s'agisse de conflits armés, de changements climatiques ou de pandémie, la situation est toujours plus grave pour les femmes et les enfants. La notoriété de Mission Inclusion, son expertise et ses contacts privilégiés avec des partenaires sur le terrain lui permettent de choisir les projets les plus porteurs et de créer une synergie entre le milieu communautaire, les OBNL, les gouvernements, les entreprises et les donateurs privés.

Pour aider la Fondation à continuer de promouvoir l'égalité des genres et la rôle essentiel des femmes à titre d'agentes de changement, faites un don à missioninclusion@mcars

Photo: Corinne / Mission Inclusion

Depuis plus de 30 ans, Mission Inclusion soutient des actions communautaires et, en particulier, des organisations de femmes, afin d'aider pour leur protection, leur éducation et leur intégration économique et sociale.

Il s'agit d'une section qui regroupe des contenus produits pour des partenaires. La mission de Devoir.ca ne peut être impliquée dans la production de ces contenus.

Le respect des droits des femmes est essentiel pour favoriser l'inclusion dans le monde.

La justice sociale passe par le respect des droits des femmes et des filles. «Pour Mission Inclusion, cette conviction est devenue prioritaire, affirme Geneviève Gauthier, directrice principale de la programmation internationale. Nous soutenons de plus en plus d'organisations dirigées par des femmes parce qu'elles sont les mieux placées pour faire entendre leurs voix.» Richard Veenstra, directeur général de Mission Inclusion, ajoute pour sa part que le principal obstacle à l'inclusion sociale est l'inégalité entre les femmes et les hommes. «Cela varie d'un pays à l'autre et il y a bien sûr d'autres enjeux, comme le racisme et l'homophobie, mais dans la majorité des endroits où nous travaillons, il s'agit du facteur numéro un.»

DES PROGRAMMES AUX RETOMBÉES CONCRÈTES

À titre d'exemple, Geneviève Gauthier mentionne d'emblée le Burkina Faso. «Un beau projet avec l'Association Tout pour tous, qui offre aux jeunes femmes des formations dans des domaines traditionnellement masculins tels que la mécanique, la carrosserie et l'électronique. J'ai rencontré une femme qui a démarré son entreprise après avoir suivi sa formation en mécanique, et qui a vite constaté que la clientèle préférerait faire affaire avec des hommes. Elle a donc décidé d'ouvrir très tôt, à quatre heures du matin, ce qui lui a donné un avantage concurrentiel pour fidéliser sa clientèle.» Les retombées du programme sont concrètes : 75 % des finissantes décrochent un emploi et 25 % créent leur microentreprise. Dans ce pays où les femmes, qui représentent à peine 20 % de la main-d'œuvre, ont difficilement accès au marché du travail, c'est tout un exploit.

DES INITIATIVES COMME MOTEURS DE CHANGEMENT



« Aborder la question des droits des femmes par le biais de l'angle économique constitue une bonne porte d'entrée dans bien des pays, souligne Geneviève Gauthier. Les bénéfices directs sont très clairs pour tout le monde, notamment pour les hommes.» Lorsqu'on leur donne des occasions de travailler, les femmes gagnent une certaine indépendance qui se traduit par une plus grande confiance en elles. «Ainsi, lorsqu'elles montent une coopérative au Pérou ou en Bolivie, par exemple, elles ont l'occasion de prendre la parole et d'occuper plus de place à l'échelle municipale, et, en fin de compte, c'est toute la communauté qui en retire des avantages », renchérit Richard Veenstra. L'autonomisation économique des filles et des femmes est aussi une bonne stratégie pour soutenir les plus vulnérables d'entre elles. Prajwala, autre partenaire de Mission inclusion en Inde, a mis sur pied un programme de réinsertion économique pour les survivantes de la traite humaine à des fins sexuelles, en plus de leur offrir des services psychosociaux et légaux.

Comme le précise Geneviève Gauthier, tout ne se résume pas à une question d'insertion socio-économique. «Avec le soutien d'Affaires mondiales Canada, Mission inclusion vient de démarrer un nouveau projet en Haïti qui met l'accent sur la santé et les droits sexuels et reproductifs des femmes. Une initiative qui les informe et les sensibilise aux questions de santé et de contraception et de leurs droits en la matière. Grâce à l'accompagnement de notre équipe haïtienne et des organisations locales, ces femmes ont accès aux soins dont elles ont besoin et elles sont outillées pour prendre des décisions éclairées.»

VOTRE DON CONTRIBUE À DONNER UNE VOIX AUX FEMMES

En temps de crise, qu'il s'agisse de conflits armés, de changements climatiques ou de pandémie, la situation est toujours plus grave pour les femmes et les enfants. La notoriété de Mission inclusion, son expertise et ses contacts privilégiés avec des partenaires sur le terrain lui permettent de choisir les projets les plus porteurs et de créer une synergie entre le milieu communautaire, les OBNL, les gouvernements, les entreprises et les donateurs privés.

Pour aider la Fondation à continuer de promouvoir l'égalité des genres et le rôle essentiel des femmes à titre d'agentes de changement, faites un don à [missioninclusion/8-mars](https://missioninclusion.org/8-mars)



Champs d'action au Québec



Une plongée dans les poubelles pour sauver des aliments

Le Nouvelliste – 2022-03-01

Par : Mélina Catudal

<https://www.lenouvelliste.ca/2022/03/01/une-plongee-dans-les-poubelles-pour-sauver-des-aliments-45f3cdb8bb29ecfd3bccd91dd017f62b?nor=true>

Le prix des aliments et les demandes d'aide alimentaire ne cessent d'augmenter. Pourtant, des kilos de nourritures comestibles se retrouvent dans les poubelles des épiceries et des restaurants, un peu partout au Québec. Pour sauver ces denrées, de plus en plus de gens s'adonnent au dumpster diving, soit l'art de plonger dans les conteneurs à la recherche de nourriture.

Une fois la nuit tombée, Mathieu* se rend dans divers supermarchés de Sherbrooke, mais il n'y achète rien. C'est dans les poubelles de ces grandes chaînes qu'il trouve la majorité des aliments qu'il consomme, principalement des aliments délaissés par les clients et les épiceries.

Récemment, La Tribune l'a accompagné dans sa tournée de dumpster diving, cette pratique consistant à plonger dans les poubelles des commerces, des restaurants ou des épiceries pour récupérer de la nourriture encore comestible ou des articles divers.

Parmi les produits jetés cette soirée-là, il y a découvert des pommes, du fromage, des oranges, des raisins, des mûres, de la laitue, des aubergines, des poivrons et aussi des bouquets de roses encore très belles. Tous ces éléments ont une chose en commun : ils sont imparfaits, mais la majorité est encore en état d'être consommée. Mathieu y trouve bien son compte.

« C'est surtout le fait qu'il y a une grande quantité de nourriture encore bonne qui est jetée. En ce sens, c'est dommage de ne pas s'en servir. De plus, ça représente beaucoup d'argent, ce qui est un aspect assez impressionnant quand on considère la valeur marchande de ce qui peut être récupéré. Moi, je mange beaucoup de fruits et de légumes. Depuis que je fais ça, ç'a diminué ma facture d'épicerie de moitié », partage cet étudiant de l'Université de Sherbrooke.

Joie, frustration et incompréhension

Mathieu pratique le dumpster diving depuis plus d'un an. Bien qu'il comprenne que les supermarchés aient certaines contraintes en ce qui concerne la tenue de certains aliments et leur distribution, il lui arrive de vivre de l'incompréhension face à ce gaspillage alimentaire.

« Il y a plein de produits, parfois, qu'on ne sait simplement pas pourquoi ils ont été jetés. C'est certain que s'ils sont moisissés, on comprend que le commerce n'avait pas le choix de les jeter. Mais très souvent, il y a des aliments qui sont en parfait état, qui ont à peine une imperfection... Dans ces moments-là, c'est plus difficile à comprendre. C'est la beauté dans les étalages aussi qui fait que les aliments un peu moins beaux sont jetés, malheureusement », explique-t-il.

De son côté, Simon* pratique le dumpster diving depuis environ six ans. Il est cependant du même avis que Mathieu.

« C'est un mélange d'émotions : la joie face à l'abondance de tout ce qui peut être récupéré, mais c'est également beaucoup de frustration, de la déception de voir tout ce qui est jeté, alors que des gens ont de la misère à acheter de quoi se nourrir. C'est aussi de se dire qu'il y a eu des



coûts tout au long de la chaîne de production... pour rien », exprime-t-il lors d'une entrevue avec La Tribune.

Une pratique courante dans les villes étudiantes

Il est difficile de quantifier la proportion de personnes qui pratiquent l'art de sauter dans les poubelles à la recherche d'aliments à sauver du site d'enfouissement, car cette activité vient d'une initiative personnelle qui n'est pas concrètement régie ou coordonnée par des groupes ou des associations.

Éric Ménard est un expert et un chercheur indépendant en gaspillage alimentaire. Il a d'ailleurs choisi ce sujet dans le cadre de sa maîtrise en environnement.

« Il n'y a pas beaucoup d'information sur le dumpster diving dans les régions, mais à ma connaissance, d'après ce que j'ai vu et entendu, c'est une pratique qui se voit plus dans les milieux urbains, dans les villes, car les poubelles sont légèrement plus accessibles », suppose M. Ménard en ajoutant que les gens qui pratiquent cette activité se déplacent principalement à pied ou en transports en commun.

En revanche M. Ménard croit, sans trop s'avancer, que cette activité est pratiquée à travers tout le Québec.

« C'est aussi pratiqué par des personnes qui sont en situations de pauvreté ou même des personnes qui sont en situation d'itinérance. [Et on sait] qu'il y en a un peu partout. Sinon, c'est probablement dans les villes étudiantes qu'il y en a un peu plus, soit les villes avec des cégeps et des universités », ajoute-t-il.

Code d'éthique

Selon Simon, les dumpster divers, soit ceux qui pratiquent le dumpster diving, se font de plus en plus nombreux à Sherbrooke depuis les deux dernières années. Presque tous respectent un code d'éthique non officiel pour assurer la pérennité de cette pratique.

En effet, dans cette petite communauté, la notion de partage fait partie des plus importantes. Plusieurs ont tendance à récupérer plus de denrées que le nécessaire pour en redistribuer dans leur entourage.

« J'ai beaucoup de produits non périssables que je traîne dans ma voiture. J'en donne de temps en temps à des gens que je croise. Sinon, ça m'arrive d'échanger avec d'autres personnes qui ont trouvé des choses que j'aime et qui veulent des trucs que j'ai, et ainsi de suite », raconte Simon qui estime avoir économisé près de 4000 \$ d'épicerie l'an dernier grâce au dumpster diving.

« Une situation qui m'est arrivée à quelques reprises, c'est qu'un employé parte le compresseur à déchet en sachant que [je m'apprêtais] à aller à l'intérieur du conteneur. »
— Simon*

D'autre part, la notion de respect est également une des plus importantes. Il est principalement question du respect des lieux, des « spots », où aller chercher les denrées. En effet, les personnes



qui s'y rendent font en sorte de laisser les lieux aussi propres, voire plus propres qu'à leur arrivée. L'idée est de ne pas faire ombrage aux supermarchés.

« J'essaie aussi de m'ajuster pour ne pas venir quand il fait jour ou pendant les heures d'ouverture. Par exemple, l'été je fais ma tournée plus tard et j'essaie de me faire discret et de ne pas faire trop de bruit. Ces commerces ont une image à maintenir, on ne veut pas leur nuire », affirme Mathieu.

La relation avec les commerçants

À titre général, les dumpster divers ont des rapports globalement positifs avec les commerçants. Toutefois, Simon relève quelques événements où ces rapports n'étaient pas des plus positifs.

« Ça m'est déjà arrivé de croiser des employés et parfois ils ne savent pas comment réagir. Certains se sont fait dire que les personnes qui fouillent les poubelles ne sont pas de bonnes personnes, mais ce n'est pas le cas. Une situation qui m'est arrivée à quelques reprises, c'est qu'un employé parte le compresseur à déchet en sachant que [je m'apprêtais] à aller à l'intérieur du conteneur. Mais bon, c'est une seule personne qui fait ça. La plupart du temps, les gens sont gentils », soutient-il en ajoutant que les relations avec les membres de gestion sont plus délicates.

Le dumpster diving contre le gaspillage alimentaire

« Malheureusement, il n'y a pas encore de données pour le Québec sur le gaspillage alimentaire. En fait, c'est extrêmement difficile de comptabiliser [ce phénomène], mais nous savons que ce sont d'énormes quantités dans tous les secteurs d'activité qui sont gaspillées. Grosso modo, on estime que ce serait autour de 30 % de la nourriture qui serait gaspillée par année au Canada », explique Éric Ménard, chercheur indépendant en gaspillage alimentaire.

Pourtant, légalement, rien n'empêche une épicerie de faire don de denrée.

« Il y a un mythe qui veut que les compagnies puissent se faire poursuivre pour avoir donné de la nourriture à un organisme ou à quelqu'un, dans le cas où la personne en tombe malade. Mais c'est complètement faux. Les compagnies et les personnes sont protégées dès qu'ils font un don d'objets ou d'aliments. Lorsqu'une personne fait un don de bonne foi, sans intention malicieuse, on ne peut pas la poursuivre. Donc, non, il n'y a rien qui empêche les magasins de donner de la nourriture », ajoute M. Ménard.

D'autre part, le coût environnemental en lien avec le gaspillage alimentaire ne réside pas seulement dans la quantité de produits jetés, mais aussi dans le processus de production.

« Souvent, ce qu'on a en tête c'est qu'il ne faut pas gaspiller parce qu'il ne faut pas générer de déchets, donc les gens [ont bonne conscience] en compostant. C'est sûr que c'est moins polluant d'envoyer de la nourriture au compost qu'à la poubelle qui va ensuite en centre d'enfouissement. En fait, le plus gros impact du gaspillage, c'est en amont : toutes les ressources qui ont été investies dans les produits jusqu'au moment où ils sont gaspillés. Par exemple, on va parler de transport pour les produits importés, mais surtout de production agricole qui représente environ 70 % des impacts environnementaux », estime-t-il.



Dans cette optique, la plongée dans les poubelles ne permet pas de diminuer drastiquement ces impacts, mais il permet de rentabiliser les ressources mises en place pour la production de ces denrées, explique-t-il.

[Retour à la table des matières](#)



Aider les locataires dans leurs recherches

Le Clairon – 2022-03-01 – p. 1, 4

40 558 exemplaires | MARDI 1 MARS 2022 | leclairon.qc.ca | fondé en 1912 | 109^e année | numéro 13 | 40 pages

LE CLAIRON

SAINT-HYACINTHE ET RÉGION leclairon.qc.ca



Crise du logement

Aider les locataires dans leurs recherches

Les locataires de Saint-Hyacinthe et les environs ont davantage d'outils afin de naviguer dans cette crise du logement. Le comité Logemen'mêle élargit ses services pour aider les locataires à la recherche d'un appartement.

LIRE LA SUITE EN PAGE 4

L'ALIMENTATION CETTE SEMAINE

Des produits frais et locaux à prix réduits.

450 771-3388

RÉOUVERTURE DE LA SALLE DE JEUX SUR RÉSERVATION SEULEMENT

50% DE RABAIS SUR LA DEUXIÈME PIZZA

SURPLUS DE BOULANGERIE

450 250-4241

Sommaire

- Initiatives et réalisations maskoutaines... page 5
- Copieule Parents... page 9
- Maison de la famille... page 10
- Votre agenda de l'âge d'or... page 10
- Votre agenda communautaire... page 10
- Les petites annonces... page 11

Actualité

Logemen'mêle aux commandes

SUITE DE LA PAGE 1

« On avait beaucoup de demandes. On avait déjà mis en place des stratégies pour guider les gens et leur donner des outils. C'est à la suite de ça qu'on a vu qu'il y avait un besoin criant. On savait que ce se faisait sur d'autres territoires. Et vu qu'on touchait déjà la réalité du logement, c'est une branche qui peut facilement se rattacher à nous », raconte la chargée de projet Service d'aide à la recherche de logement (S.A. Reloge), Julie Lanthier.

Le comité Logemen'mêle continue d'offrir les services de défense de droit en logement. Au cours des deux dernières années, l'organisme a observé une demande accrue concernant la recherche de logement. Selon le comité, il manquerait près de 1000 logements sur le territoire de la MRC des Maskoutains pour répondre à l'ensemble des besoins. S.A. Reloge ne peut donc garantir que le chercheur se trouvera un logement.

Ce nouveau service vient combler un manque dans la région, assure Mme Lanthier. « On a eu de multiples demandes au cours des deux dernières années. Il ne faut pas oublier que c'est un contexte de crise de logements dans une crise pandémique. Il y a beaucoup de détresse. Les gens n'étaient pas laissés à eux-mêmes, mais on n'avait pas de référence. Pour la recherche de logement, il n'y avait rien », poursuit-elle.

En s'inspirant de services qui sont offerts localement à Drummondville et à Québec, S.A. Reloge offre un service individualisé qui offre une structure d'organisation et de préparation à la recherche de logement. L'organisme propose des outils informatifs tout en mettant en lien les locataires avec les différentes ressources sur le territoire. Des ateliers et des cafés-rencontres sont organisés sur différents sujets. Les nouveaux services sont aussi offerts aux propriétaires.

Le comité est également en train de développer une expertise pour les aléas liés de la santé à la retrouver dans l'offre grandissante de résidences pour personnes retraitées. Les Offices municipaux d'habitation (OMH) de Drummondville et de Québec seraient d'ailleurs observés que les personnes retraitées étaient l'une des clientèles qui utilisaient le plus leurs services offerts à la recherche de logement tout comme les familles nombreuses et les mères monoparentales. S.A. Reloge permettra aussi à l'organisme de dresser un portrait de la région grâce à la collecte de données.

Le projet a été financé par l'Alliance pour la solidarité de la Montérégie pilotée par la Table de concertation régionale de la Montérégie. L'emplacement budgétaire pour la région s'élevait à 1,9 M\$. Les projets choisis ont pour objectif d'aider la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale.

Les personnes qui souhaitent plus d'informations peuvent appeler au 514 827-7275 ou écrire à s.a.reloge@gmail.com.

Le coordonnateur par intérim de Logemen'mêle, Daniel Bouchard, la chargée de projet de S.A. Reloge, Julie Lanthier et le conseiller en défense des droits en matière de logement, Parvanehouna Hadoua, Photographie: Le Courrier.

LECLAIRON

450 771-3388

centre des arts BIEN TÔT EN SPECTACLE 450 778-3388 | 1 855 778-3388

DERNIÈRE CHANCE

UNE SOIRÉE À L'OPÉRA

L'ORIGINE DE MES ESPÈRES

WILLIAM CLOUTIER ET JUNO JUCKING

Les locataires de Saint-Hyacinthe et les environs ont davantage d'outils afin de naviguer dans cette crise du logement. Le comité Logemen'mêle élargit ses services pour aider les locataires à la recherche d'un appartement.

«On avait beaucoup de demandes. On avait déjà mis en place des stratégies pour guider les gens et leur donner des outils. C'est à la suite de ça qu'on a vu qu'il y avait un besoin criant. On savait que ça se faisait sur d'autres territoires. Et vu qu'on touchait déjà la réalité du logement, c'est une branche qui peut facilement se rattacher à nous», raconte la chargée de projet Service d'aide à la recherche de logement (S.A. Reloge), Julie Lanthier.

Le comité Logemen'mêle continue d'offrir les services de défense de droit en logement. Au cours des deux dernières années, l'organisme a observé une demande accrue concernant la recherche de logement. Selon le comité, il manquerait près de 1000 logements sur le territoire de la MRC des Maskoutains pour répondre à l'ensemble des besoins. S.A. Reloge ne peut donc garantir que le chercheur se trouvera un logement.

Ce nouveau service vient combler un manque dans la région, assure Mme Lanthier. «On a eu de multiples demandes au cours des deux dernières années. Il ne faut pas oublier que c'est un contexte de crise de logements dans une crise pandémique. Il y a beaucoup de détresse. Les gens n'étaient pas laissés à eux-mêmes, mais on n'avait pas de référence. Pour la recherche de logement, il n'y avait rien», poursuit-elle.



En s'inspirant de services qui sont offerts notamment à Drummondville et à Québec, S.A. Reloge offre un service individualisé qui offre une structure d'organisation et de préparation à la recherche de logement. L'organisme propose des outils informatiques tout en mettant en lien les locataires avec les différentes ressources sur le territoire. Des ateliers et des cafés-rencontres sont organisés sur différents sujets. Les nouveaux services sont aussi offerts aux propriétaires.

Le comité est également en train de développer une expertise pour les aînés afin de les aider à se retrouver dans l'offre grandissante de résidences pour personnes retraitées. Les Offices municipaux d'habitation (OMH) de Drummondville et de Québec avaient d'ailleurs observé que les personnes retraitées étaient l'une des clientèles qui utilisaient le plus leurs services offerts à la recherche de logement tout comme les familles nombreuses et les mères monoparentales. S.A. Reloge permettra aussi à Logemen'mêle de dresser un portrait de la région grâce à la collecte de données.

Le projet a été financé par l'Alliance pour la solidarité de la Montérégie pilotée par la Table de concertation régionale de la Montérégie. L'enveloppe budgétaire pour la région s'élevait à 1,9 M\$. Les projets choisis ont pour objectif d'aider la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale.

Les personnes qui souhaitent plus d'informations peuvent appeler au 514 627-7275 ou écrire à s.a.reloge@gmail.com.

[Retour à la table des matières](#)



Une foule d'activités offertes aux personnes âgées

Courrier Frontenac – 2022-03-02

Par : Claudia Fortier

<https://www.courrierfrontenac.qc.ca/communaute/une-foule-dactivites-offertes-aux-personnes-ainees/>

Le Conseil des aînés (CDA) de la MRC des Appalaches a dévoilé, le lundi 28 février, les détails du projet ResUrgence. Celui-ci vise à aider les personnes âgées qui ont été isolées au cours des deux dernières années à reprendre en douceur une vie sociale au moyen des arts. Le projet a bénéficié d'une aide financière de 47 500 \$ de la part du gouvernement du Québec.

Les activités prévues se dérouleront gratuitement sur tout le territoire de la MRC au cours des prochains mois. Ce qui sera proposé : théâtre avec Les Cabotins et Suzanne Bradet Girard, cinéma-discussion autour du film *Le Quartier d'où je viens*, chansonniers avec Patrick Jacques et Sylvain Gagnon, présence de l'Association québécoise des loisirs folkloriques de Thetford Mines, création d'une œuvre collective intergénérationnelle avec l'organisme Les Créatifs et Raphaele Comte, atelier d'écriture par l'écrivaine Danielle Dussault, magie avec Éric Paquet et musique festive avec la violoniste Patricia Marcoux. La programmation sera lancée à la fin mars par un Super Bingo à la TVCRA avec David Poulin.

« Les aînés, principalement ceux en situation d'isolement et ceux vivant dans les résidences et qui ne pouvaient pas voir leurs proches, ont connu des moments très difficiles, a expliqué la présidente du CDA, Nicole Champagne. Comme cette période fut également très longue, nous avons constaté que pour plusieurs d'entre eux, ils devaient se réhabituer à leur vie sociale d'avant. »

Le CDA a donc décidé de former un comité dans le but de trouver des façons de briser cet isolement et d'aider les aînés à retrouver une vie sociale. Celui-ci était composé de Mme Champagne, Mélissa Leclerc, Maurice Grégoire et Mario Dufresne.

La réponse des différents organismes et artistes qui feront partie de la programmation a été excellente selon Mario Dufresne. « On parle d'aînés isolés, mais aussi d'artistes isolés durant le confinement. Cela a été dur pour la plupart de ne pas pouvoir se présenter sur scène pour communiquer avec leur public. C'est pour cela que nous avons pensé à eux. [...] Ils sont très contents de se produire enfin. Nous avons essayé d'amener des artistes qui permettaient aux gens d'embarquer, de ne pas être que des spectateurs, mais bien parties prenantes », a-t-il souligné.

Renée Blais a récemment été embauchée en tant que coordonnatrice du projet. Cette dernière a précisé que les différentes activités couvriront toute la MRC des Appalaches, alors que plusieurs seront présentées dans les petites municipalités. « Nous ciblons les lieux collectifs, notamment les RPA et CHSLD, mais aussi la population générale. Plusieurs activités vont se répéter pour laisser la chance au plus grand nombre de personnes possible de participer. »



Enfin, notons que les endroits susceptibles de présenter une partie de la programmation seront contactés. Les activités accessibles à la population générale sont quant à elles annoncées dans les médias de la région, incluant le Courrier Frontenac.

[Retour à la table des matières](#)



Les centres d'hébergement pour les demandeurs d'asile sont presque pleins à Montréal

Radio-Canada – 2022-03-04

<https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1866641/demandeur-asile-refugies-maison-haiti>

Les centres d'hébergement pour les demandeurs d'asile dans la région de Montréal n'ont presque plus de place. Depuis la réouverture du chemin Roxham, le nombre de personnes qui traversent la frontière de façon irrégulière atteint un sommet en près de cinq ans.

Le nombre de traversées sur le chemin Roxham – fermé en mars 2020, puis rouvert en novembre 2021 – dépasse maintenant largement les 2000 par mois.

Il y a une recrudescence de demandeurs d'asile, ce qui a augmenté notre charge de travail avec des ressources déjà limitées, a observé Peggy Larose, coordonnatrice de l'accueil et de l'intégration des nouveaux arrivants à l'organisme La Maison d'Haïti.

L'hôtel Place Dupuis, au centre-ville de Montréal, qui avait été converti en refuge pour itinérants tout récemment, accueille aujourd'hui des demandeurs d'asile. Plus de 500 d'entre eux sont hébergés ici. En fait, les deux sites d'hébergement qui leur sont réservés frôlent leur capacité maximale.

On est dans le rouge, là. On est dans le rouge, a martelé Francine Dupuis, présidente-directrice générale adjointe du Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux CIUSSS du Centre-Ouest-de-l'Île-de-Montréal.

Le Programme régional d'accueil et d'intégration des demandeurs d'asile (PRAIDA) de Montréal indique qu'ils sont plus de 1000 à occuper les lits offerts par l'organisme, entre autres à la Place Dupuis, sur une possibilité d'environ 1300.

Le gouvernement fédéral, quant à lui, loue près de 900 chambres d'hôtel occupées par des demandeurs d'asile dans la région de Montréal.

Mais le plus gros défi, ce sont les délais de traitement des papiers d'immigration.

Là, actuellement, les délais pour obtenir un permis de travail sont de plusieurs... 6 mois, 8 mois, a soupiré Stephan Reichhol, directeur de la Table de concertation des organismes au service des personnes réfugiées et immigrantes. Ce qui n'est ni à l'avantage des demandeurs d'asile ni à l'avantage du Québec, parce qu'on est obligés de leur donner l'aide sociale.

Dans ce contexte, l'accueil de réfugiés ukrainiens promis par le Canada pourrait demander une mobilisation soutenue des intervenants du milieu.

[Retour à la table des matières](#)



Des jeunes de Saint-Léonard se mobilisent pour venir en aide aux itinérants

Méto – 2022-03-05

Par : David Flotat

<https://journalmetro.com/local/saint-leonard/2786494/jeunes-saint-leonard-mobilisent-aider-itinerants/>

Une dizaine de jeunes de Saint-Léonard ont décidé de donner un coup de main aux intervenants de l'organisme PACT de rue pour la préparation de repas destinés aux itinérants du quartier.

Les adolescents de la Maison des jeunes (MDJ) de Saint-Léonard et les travailleurs de rue s'étaient donné rendez-vous le 28 février au pavillon du parc Wilfrid-Bastien. Une première pour cette initiative proposée par les jeunes eux-mêmes.

«L'idée est venue car nous organisons régulièrement des soupers-discussions dans les locaux de la MDJ. Nous avons constaté qu'il nous restait souvent de la nourriture à la fin. Les jeunes ont donc proposé de la distribuer aux itinérants», explique Alyssia Newton-Morris, animatrice de la MDJ.

Ça fait vraiment chaud au cœur de voir que les jeunes veulent être impliqués et faire du bien dans leur communauté.

Alyssia Newton-Morris, animatrice à la Maison des jeunes de Saint-Léonard.

De fil en aiguille, Alyssia a proposé aux jeunes d'aller plus loin en organisant de la préparation de repas. Une idée accueillie avec enthousiasme par ceux-ci.

«Quand je leur en ai parlé, ils ont tout de suite aimé l'idée et ont voulu embarquer.»

Sensibiliser les jeunes

Les intervenants de l'organisme PACT de rue ont accueilli à bras ouverts cette aide de la part des jeunes léonardois, et en ont profité pour les sensibiliser au sujet de l'itinérance.

«Un atelier de discussion a eu lieu en parallèle de la préparation des repas. Le but était de sensibiliser les jeunes à cet enjeu et de déstigmatiser le phénomène de l'itinérance cachée à Saint-Léonard», précise Mme Newton-Morris.

Ça fait du bien de faire une bonne action. Tout le monde était content d'être là, ça s'est bien passé.

Christophe, 16 ans.

S'il s'agissait d'un premier essai, l'opération pourrait bien être renouvelée de façon mensuelle étant donné le franc succès qu'elle a récolté.

«Nous essayons de voir si on va pouvoir refaire ça régulièrement. C'est certain que les jeunes aimeraient pouvoir revenir.»

[Retour à la table des matières](#)



Solidaire et contre le gaspillage alimentaire

Les Versants – 2022-03-09 – p. 8

Par : Frédéric Khalkhal

VERSANTS.COM | 9 MARS 2022

A-Bombance collective Saint-Bruno (ABC nourrir)

Solidaire et contre le gaspillage alimentaire

Un marché solidaire fait le tour de Saint-Bruno-de-Montarville pour soulager les frais d'épicerie des Montarvillois tout en évitant le gaspillage alimentaire.

Un texte de Frédéric Khalkhal
fkhalhal@versants.com

Pour Ramon Vitesse (nom qu'il s'est donné depuis de nombreuses années), à l'initiative du projet en lien avec l'organisme Saint-Bruno en transition, « même si les plus démunis sont visés dans cette initiative, les produits sont offerts à tous ».

Les bénévoles du collectif A-Bombance collective (ABC nourrir) Saint-Bruno redistribuent gratuitement les surplus amassés à ceux qui le nécessitent d'abord, puis aux autres. Le nom de Bombance a été choisi dans sa signification de faire festin, de festoyer.

« Il est question de rebâtir des liens et des solidarités, de découvrir d'autres aliments et de se réapproprier son autonomie nourricière », de préciser l'organisme.

POINTS DE CHUTE

La semaine dernière, le journal est allé à l'une des haltes proposées deux fois par semaine, les lundis et mercredis, au point de chute de la place Costain. Le parcours habituel de la voiture familiale transformée en camion d'épicerie est toujours le même depuis le 25 mai 2020 : Saiguental, Costain, Coopérative d'habitation et parfois Huet. « Nous ciblons des endroits où il y a du logement locatif, mais tout le monde peut venir remplir son sac d'épicerie », insiste Ramon Vitesse. Ce sont entre 25 et 50 personnes qui sont ravitaillées ainsi chaque semaine.

Le poids d'aliments récupérés pour les premiers mois de distribution (de mai 2020 à novembre 2021) a quelque chose de vertigineux : « 4,4 tonnes », d'indiquer ABC Nourrir.

Sur le lieu de distribution, une bache est étalée au sol pour y déposer les cartons de nourriture de la journée, fournir ce jour-là par Avril, Proving, Le Pain dans les villes, et « Il journal y avoir bientôt RGA ».

Rapidement, les premiers habitués arrivent avec leurs sacs d'épicerie. « Aujourd'hui, on a quatre caisses de céréales, si vous en prenez, c'est trois au minimum », lance avec enthousiasme Ramon Vitesse. Deux enfants, qui s'amusent en pleine semaine de relâche sur une montagne de neige, vont dans la foule chercher le sac d'épicerie que leur donne leur mère. « Maman, est-ce que je prends des pâtes? » crie l'un



Elise Bourque, Ramon Vitesse et Gwen Harber, des bénévoles de A-Bombance. (Photo: Frédéric Khalkhal)

« Il est question de rebâtir des liens et des solidarités, de découvrir d'autres aliments et de se réapproprier son autonomie nourricière. » - A-Bombance

d'entre eux a sa mère de l'autre côté de la rue. En même temps, une dame arrive avec son sac d'épicerie et demande, après avoir regardé dans tous les bacs : « Vous n'avez pas de choucroute, aujourd'hui? »

« Je viens toutes les semaines. Cela me donne un sacré coup de main », se confie une autre dame plus âgée.

Pendant qu'une dizaine de personnes viennent s'approvisionner, des bénévoles allent frapper aux portes aux alentours pour alerter le voisinage de leur présence.

En quelques minutes, l'arrivée de l'autre d'A-Bombance a animé tout un quartier.

Lors de cette journée, pain, yaourt, légumes et bonne humeur figuraient au programme. « En agissant de la sorte, on joint les gens que les organismes plus traditionnels ne joignent pas. C'est une action sociale, mais aussi environnementale », indique Elise Bourque, une bénévole.

PLUS DE SERVICES

Le 14 mars, le collectif vise à mettre en place un frigo libre-service et des bouffes populaires in situ pour favoriser les rencontres. « Un moyen de s'attacher à l'isolement et à la pauvreté. Il existe déjà un frigo libre-service au Centre communautaire, depuis octobre 2021, et quand il nous reste de la nourriture après notre tournée, c'est là que nous la mettons », précise Ramon Vitesse.

Ce dernier espère pouvoir faire évoluer le projet dans une cuisine collective pour transformer de grosses quantités d'aliments reçus. « L'impossibilité d'avoir accès à la cuisine du Centre communautaire pour cause de pandémie nous a obligés à plutôt transformer individuellement en ratatouille – sauces, compotes, jus, cubes de citrons congelés, pain perdu, etc. »

CAISSE POPULAIRE

L'initiative a été mise de l'avant par les membres de la Caisse populaire Desjardins de Saint-Bruno, qui lui permet d'avoir été sélectionnée afin de

recevoir un financement. Cette année, l'organisme espère pouvoir encore compter sur le soutien de la Caisse.

De la même manière, A-Bombance lance un appel à tous les commerces qui voudraient participer à cette action pour recevoir encore plus de surplus à distribuer. Des surplus qui finissent généralement à la poubelle.

Le Centre d'action bénévole (CAB) Les plus beaux, à Saint-Bruno-de-Montarville, un organisme communautaire qui fournit des déjeunés pour du dépannage, seulement à A-Bombance, estime qu'il y aurait 1800 familles à faible revenu à Saint-Bruno-de-Montarville. Les gens dans le besoin se retrouvent surtout dans le centre-ville (dans le secteur du CADigène), mais aussi dans les quartiers excentrés, notamment le quartier des femmes. Les personnes âgées n'ont pas nécessairement le pouvoir de se déplacer facilement.

Rappelons que le CAB dépanne en moyenne 25 ménages par semaine en nourriture.

Question aux lecteurs
Que devrions faire de tous les surplus alimentaires dans les commerces?
versants.com

Un marché solidaire fait le tour de Saint-Bruno-de-Montarville pour soulager les frais d'épicerie des Montarvillois tout en évitant le gaspillage alimentaire.

Pour Ramon Vitesse (nom qu'il s'est donné depuis de nombreuses années), à l'initiative du projet en lien avec l'organisme Saint-Bruno en transition, « même si les plus démunis sont visés dans cette initiative, les produits sont offerts à tous ».

Les bénévoles du collectif A-Bombance collective (ABC nourrir) Saint-Bruno redistribuent gratuitement les surplus amassés à ceux qui le nécessitent d'abord, puis aux autres. Le nom de Bombance a été choisi dans sa signification de faire festin, de festoyer.

« Il est question de rebâtir des liens et des solidarités, de découvrir d'autres aliments et de se réapproprier son autonomie nourricière », de préciser l'organisme.



POINTS DE CHUTE La semaine dernière, le journal est allé à l'une des haltes proposées deux fois par semaine, les lundis et mercredis, au point de chute de la place Costain. Le parcours habituel de la voiture familiale transformée en camion d'épicerie est toujours le même depuis le 23 mai 2020: Seigneurial, Costain, Coopérative d'habitation et parfois Huet. «Nous ciblons des endroits où il y a du logement locatif, mais tout le monde peut venir remplir son sac d'épicerie», insiste Ramon Vitesse. Ce sont entre 35 et 50 personnes qui sont ravitaillées ainsi chaque semaine.

Le poids d'aliments récupérés pour les premiers mois de distribution (de mai 2020 à mi-novembre 2021) a quelque chose de vertigineux: «4,4 tonnes», d'indiquer ABC Nourrir.

Sur le lieu de distribution, une bâche est étalée au sol pour y disposer les cartons de nourriture de la journée, fournie ce jour-là par Avril, Provigo, Le Pain dans les voiles, et «il pourrait y avoir bientôt IGA».

Rapidement, les premiers habitués arrivent avec leurs sacs d'épicerie. «Aujourd'hui, on a quatre caisses de céleri, si vous en prenez, c'est trois au minimum», lance avec enthousiasme Ramon Vitesse. Deux enfants, qui s'amusaient en pleine semaine de relâche sur une montagne de neige, vont dans la foulée chercher le sac d'épicerie que leur donne leur mère. «Maman, est-ce que je prends des patates?» crie l'un d'entre eux à sa mère de l'autre côté de la rue. En même temps, une dame arrive avec son sac d'épicerie et demande, après avoir regardé dans tous les bacs: «Vous n'avez pas de chou-rave, aujourd'hui?» «Je viens toutes les semaines. Cela me donne un sacré coup de main», se confiait une autre dame plus âgée.

Pendant qu'une dizaine de personnes venaient s'approvisionner, des bénévoles allaient frapper aux portes aux alentours pour alerter le voisinage de leur présence.

En quelques minutes, l'arrivée de l'auto d'A-Bombance a animé tout un quartier.

Lors de cette journée, pain, yaourt, légumes et bonne humeur figuraient au programme. «En agissant de la sorte, on joint les gens que les organismes plus traditionnels ne joignent pas. C'est une action sociale, mais aussi environnementale», indique Éloïse Bourque, une bénévole.

PLUS DE SERVICES Le 14 mars, le collectif vise à mettre en place un frigo libre-service et des bouffes populaires in situ pour favoriser les rencontres. «Un moyen de s'attaquer à l'isolement et à la pauvreté. Il existe déjà un frigo libre-service au Centre communautaire, depuis octobre 2021, et quand il nous reste de la nourriture après notre tournée, c'est là que nous la mettons», précise Ramon Vitesse.

Ce dernier espère pouvoir faire évoluer le projet dans une cuisine collective pour transformer de grosses quantités d'aliments reçus. «L'impossibilité d'avoir accès à la cuisine du Centre communautaire pour cause de pandémie nous a obligés à plutôt transformer individuellement en rotation – sauces, compotes, jus, cubes de citrons congelés, pain perdu, etc.» **CAISSE POPULAIRE** L'initiative a été mise de l'avant par les membres de la Caisse populaire Desjardins de Saint-Bruno, qui lui permet d'avoir été sélectionnée afin de recevoir un financement. Cette année, l'organisme espère pouvoir encore compter sur le soutien de la Caisse.

De la même manière, A-Bombance lance un appel à tous les commerces qui voudraient participer à cette action pour recevoir encore plus de surplus à distribuer. Des surplus qui finissent généralement à la poubelle.



Le Centre d'action bénévole (CAB) Les p'tits bonheurs, à Saint-Bruno-de-Montarville, un organisme communautaire qui fournit des denrées pour du dépannage seulement à A-Bombance, estime qu'«il y aurait 1800 familles à faible revenu à Saint-Bruno-de-Montarville. Les gens dans le besoin se retrouvent surtout dans le centre-ville (dans le secteur du CAB/église), mais aussi dans les quartiers excentrés, notamment le quartier des femmes. Les personnes âgées n'ont pas nécessairement le pouvoir de se déplacer facilement».

Rappelons que le CAB dépanne en moyenne 25 ménages par semaine en nourriture.

fkhalkhal@versants.com

Question aux lecteurs Que devrait-on faire de tous les surplus alimentaires dans les commerces? versants.com ? «Il est question de rebâtir des liens et des solidarités, de découvrir d'autres aliments et de se réapproprier son autonomie nourricière.» -A-Bombance

[Retour à la table des matières](#)



Des déjeuners plus équilibrés pour 240 étudiants

L'Étoile du Lac – 2022-03-09 – p. 9



Club des petits déjeuners de Saint-François-de-Sales
Des déjeuners plus équilibrés pour 240 étudiants

Grâce à une subvention du gouvernement fédéral, le Club des petits déjeuners de Saint-François-de-Sales est passé à la vitesse supérieure. L'organisme est aujourd'hui en mesure d'offrir des déjeuners sains équilibrés chaque matin à quelque 240 étudiants du secteur, et ce, gratuitement.

« Chaque matin, 240 étudiants peuvent déjeuner dans leur classe respective. Sur une base annuelle, ça représente 47 000 petits déjeuners », mentionne la mairesse de Saint-François-de-Sales, Cindy Plourde.

Les écoles Boisjoli de Saint-François-de-Sales, des Deux-Lacs de Lac-Bouchette, Jolivent de Chambord et L'Arbrisseau de Saint-André sont visées.

Et c'est avec la participation d'organismes locaux que le Club des petits déjeuners mène à bien cette initiative. L'organisme s'est associé au projet SALSA (Services d'accès local en sécurité alimentaire), dont les interventions sont orchestrées par le Service d'intervention de proximité (SIP). SALSA comporte plusieurs volets, dont l'épicerie communautaire à Roberval, mais également la récupération, l'entreposage et



Joyeux anniversaire CHRISTINE!
COORDONNATRICE

Epicurienne et passionnée, Christine est une incroyable touche à tout! Ses intérêts variés doublés de son énergie contagieuse la rendent très polyvalente! Grande amante de la nature, Christine est une recorteuse hors pair qui sait capter l'attention de son auditoire! Souriante, elle prend soin de notre clientèle avec un grand professionnalisme.

DE TOUTE L'ÉQUIPE DE TRIUM

Nomination

ST-FÉLICIEN
CHEVROLET

est fier de vous présenter
M. Eric Simard comme
Directeur des ventes.

Grâce à ses 30 années d'expérience de vente aux détails, dont les 8 dernières années en vente d'automobiles et de camions, il a su établir une relation de confiance avec ses clients.

Le souci du détail et l'écoute de ses clients sont ses forces, mais son service après-vente irréprochable a fait de lui la référence dans l'industrie.

Pour tous vos achats de véhicules neufs ou usagés, en cours ou futur, une visite ou un appel s'impose. Eric invite ses parents, amis et tous passionnés de l'automobile, peu importe la marque, à venir le rencontrer.

Le service après-vente, ma spécialité!

eric.simard@stfelicienchevrolet.com
Bureau 418 679-1605
Cellulaire 418 900-2299

SERVICE À L'ANNÉE

NOUS PRÉPARONS TOUTES SORTES DE DÉCLARATIONS

DES PROS DE L'IMPÔT FORMÉS POUR VOUS OBTENIR LE MAXIMUM.

GARANTIE DE REMBOURSEMENT MAXIMUM

H&R BLOCK ALMA
440, rue Sacré-Coeur Ouest
418.668.0107

PARTICULIER
PETITE ENTREPRISE
REVENU LOCATION (RELEVÉ 31)
GAIN EN CAPITAL
SUCCESION
TRAVAILLEUR AUTONOME
POST-FAILLITE
NOUVEAU DIPLÔMÉ

9 mars 2022 | L'Étoile du Lac.com

Grâce à une subvention du gouvernement fédéral, le Club des petits déjeuners de Saint-François-de-Sales est passé à la vitesse supérieure. L'organisme est aujourd'hui en mesure d'offrir des déjeuners sains équilibrés chaque matin à quelque 240 étudiants du secteur, et ce, gratuitement.

«Chaque matin, 240 étudiants peuvent déjeuner dans leur classe respective. Sur une base annuelle, ça représente 47 000 petits déjeuners», mentionne la mairesse de Saint-François-de-Sales, Cindy Plourde. Les écoles Boisjoli de Saint-François-de-Sales, des Deux-Lacs de Lac-Bouchette, Jolivent de Chambord et L'Arbrisseau de Saint-André sont visées. Et c'est avec la participation d'organismes locaux que le Club des petits déjeuners mène à bien cette initiative. L'organisme s'est associé au projet SALSA (Services d'accès local en sécurité alimentaire), dont les interventions sont orchestrées par le Service d'intervention de proximité (SIP). SALSA comporte plusieurs volets, dont l'épicerie communautaire à Roberval, mais également la récupération, l'entreposage et la distribution de nourriture dans tout le secteur.

«Nous cherchions une façon de bonifier les petits déjeuners que l'on distribue dans des écoles du secteur. On voulait leur offrir des déjeuners plus sains tout en impliquant les gens du milieu.»
Repas équilibré Une enveloppe budgétaire de 425 000 \$provenant d'une subvention fédérale a



été imputée à ce projet. Ce qui permet, depuis février, chaque jour en semaine, à 100 % des étudiants de ces écoles de prendre le petit déjeuner gratuitement.

La distribution de nourriture dans ces écoles n'est pas une nouveauté. Auparavant, les étudiants bénéficiaient d'un petit déjeuner moins garni.

«La contribution fédérale a bonifié les petits déjeuners composés de repas froids, emballés individuellement. Le financement permet d'offrir à nos jeunes des aliments plus sains provenant de plus de producteurs locaux qu'auparavant», conclut Cindy Plourde. J.T.

[Retour à la table des matières](#)



Champs d'action à l'international



Burkina Faso : 160 000 nouveaux déplacés en janvier face aux attaques djihadistes

La Presse – 2022-03-10

Par : Agence France-Presse

<https://www.lapresse.ca/international/afrique/2022-03-10/burkina-faso/160-000-nouveaux-deplacés-en-janvier-face-aux-attaques-djihadistes.php>

(Ouagadougou) Quelque 160 000 personnes ont été contraintes de fuir leurs localités pour le seul mois de janvier au Burkina Faso, face aux attaques djihadistes meurtrières qui frappent le pays, portant le nombre total de déplacés à 1,7 million, selon plusieurs ONG.

« Depuis janvier 2019, la population déplacée au Burkina a augmenté de 2000 % avec 1,7 millions de personnes déracinées. Plus des deux tiers sont des enfants », indique un communiqué de plusieurs ONG dont Médecins du monde et le Conseil norvégien des réfugiés.

Le chiffre de 160 000 en janvier est l'un des plus élevés pour un seul mois depuis le début de la crise sécuritaire, selon ces organisations.

A titre de comparaison, 237 000 personnes avaient été déplacées entre janvier et juillet 2021, selon les chiffres officiels.

Les signataires s'inquiètent par ailleurs que la crise en Ukraine ait un impact sur l'aide humanitaire au Burkina Faso.

« Certains donateurs ont déjà indiqué qu'ils allaient diminuer de 70 % leurs financements afin de soutenir des opérations en Ukraine. Nous sommes très inquiets que cela devienne une tendance, rendant l'accès aux soins et aux services de base encore plus compliqués pour les déplacés internes au Burkina », craint Safia Torche, directrice générale de Médecins du monde dans ce pays.

« La crise en Ukraine va probablement avoir un impact à la hausse sur le prix des céréales, rendant encore pire une situation déjà mauvaise », appuie le directeur pour le Burkina d'Action contre la Faim, Grégoire Brou, qui estime à 3 millions le nombre de personnes en insécurité alimentaire.

Dans la foulée de ses voisins malien et nigérien, le Burkina Faso est pris depuis 2015 dans une spirale de violences attribuées à des mouvements armés djihadistes, affiliés à Al-Qaïda et au groupe État islamique, qui ont fait plus de 2000 morts.

Depuis fin janvier, une junte militaire dirigée par le lieutenant-colonel Paul-Henri Sandaogo Damiba est au pouvoir après un coup d'État militaire qui a renversé le président Roch Marc Christian Kaboré.

[Retour à la table des matières](#)



Guerre Ukraine – Russie : des ONG craignent une réduction du financement destiné au Sahel au profit de l’Ukraine

BBC News – 2022-03-11

<https://www.bbc.com/afrique/region-60699348>

Les organisations humanitaires s'inquiètent du fait que la crise en Ukraine pousse les donateurs à réduire le financement d'autres urgences, notamment les conflits et les sécheresses en Afrique.

"Pour l'instant, on n'a pas encore une fois d'aperçu global d'une réduction des financements. Il y a simplement certaines ONG qui ont reçu des retours de bailleurs leur signifiant déjà le besoin de couper 50 ou 60 %, voire plus, les propositions de projets qui sont en train d'être finalisées pour l'année 2022", déclare Marine Olivesi à la BBC. Elle est porte-parole de l'ONG Oxfam pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre basée au Burkina Faso.

Le Burkina Faso, à l'image de plusieurs pays du Sahel, fait face à un conflit djihadiste qui a déjà déplacé plus d'1,4 million de personnes selon les données de l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés.

Les organisations comme le Conseil norvégien pour les réfugiés (NRC), d'Action contre la faim, de Médecins du Monde France et d'Oxfam craignent une aggravation de la situation actuelle dans le Sahel.

Quel impact sur le Sahel ?

"La crise en Ukraine est également susceptible d'avoir un impact sur la flambée des prix des céréales, aggravant une situation déjà mauvaise", déclare Grégoire Brou, directeur national d'Action contre la faim au Burkina Faso.

"Nous sommes très inquiets que cela devienne une tendance, rendant l'accès aux soins de santé et aux autres services de base encore plus rare pour les personnes déplacées au Burkina Faso", déclare Safia Torche, directrice générale de Médecins du Monde au Burkina Faso.

Selon Grégoire Brou, directeur national d'Action contre la faim au Burkina Faso, environ 3 millions de personnes sont confrontées à une insécurité alimentaire dans le pays

Une situation qui risque de s'aggraver à la période de soudure. Cette période correspond à celle de l'épuisement des récoltes.

Madame Olivesi appelle les bailleurs au respect des promesses tenues en octobre 2020.

"Des promesses de financement de 1,7 milliard de dollars américains avaient été faites en octobre 2020, confie-t-elle.

Elle espère également une réaction des nouvelles autorités Burkinabè " pour pouvoir mettre en place une réponse à la crise humanitaire qui peut être la plus satisfaisante, pour améliorer les conditions de vie dans lesquelles sont maintenant plus de 1,700 million de Burkinabés."

Quelle est la situation du Sahel ?

Le Sahel est une vaste région semi-désertique qui s'étend sur plusieurs pays tels que le Mali, la Mauritanie, le Niger, le Sénégal, le Burkina Faso, le Nigeria ou le Tchad.



La plupart de ces pays ont pour point commun : une menace djihadiste qui menace la sécurité de leurs pays. Cette menace continue de se répandre dans les pays voisins.

Les pays du Sahel font également partie des pays les plus pauvres au monde.

En plus de la pauvreté et de l'insécurité qui plane sur les Etats, des pays comme le Burkina Faso doivent également gérer les déplacés qui fuient la violence dans leurs villages.

Selon un communiqué publié par le Conseil norvégien pour les réfugiés (NRC), Action contre la faim, de Médecins du Monde France et d'Oxfam, "depuis janvier 2019, la population déplacée au Burkina Faso a augmenté de 2 000 %, avec plus de 1,7 million de personnes désormais déracinées."

D'où la crainte de ces organisations de voir l'aide destinée à ces déplacés être réduite au profit de l'Ukraine.

[Retour à la table des matières](#)



Nigeria: crainte d'une crise alimentaire à cause de la guerre en Ukraine

Rfi – 2022-03-12

Par : Liza Fabbian

<https://www.rfi.fr/fr/afrique/20220312-nigeria-crainte-d-une-crise-alimentaire-a-cause-de-la-guerre-en-ukraine>

Après le Covid-19, l'invasion russe en Ukraine menace fortement le secteur agricole et la sécurité alimentaire de millions de personnes au Nigeria, particulièrement dans le bassin du lac Tchad, affecté depuis plus d'une décennie par l'insurrection de Boko Haram. Plusieurs acteurs du secteur de l'alimentation ont fait part de leurs inquiétudes cette semaine à Lagos, lors de leur forum annuel.

Le Nigeria pourrait faire face à une crise alimentaire « imminente », potentiellement « dès le mois de juin ». C'est en tout cas ce qu'a affirmé l'homme d'affaire Aliko Dangote, cette semaine à Lagos.

« En ce moment, il y a des gens qui exportent du maïs pour gagner des devises étrangères, et je pense qu'on doit arrêter ça », a expliqué le milliardaire nigérian, qui propose au gouvernement d'interdire les exportations, afin de favoriser la production nationale.

Le Nigeria, un grand producteur... et importateur

Ces déclarations ont été beaucoup relayées au Nigeria, où l'on connaît bien l'influence d'Aliko Dangote sur ces sujets. Le Nigeria est le deuxième producteur de maïs d'Afrique, mais la demande continue de dépasser l'offre dans le pays.

Le Nigeria a aussi importé 98% de son blé en 2020/2021, une denrée dont les prix explosent actuellement. Aliko Dangote a également mis en garde contre une possible pénurie d'engrais, qui pourrait faire bondir les prix et aggraver l'inflation sur les produits alimentaires qui s'élevait déjà à plus de 17% sur l'année 2021.

[Retour à la table des matières](#)



Actualité à surveiller



Québec annonce une aide à deux organismes pour les besoins humanitaires en Ukraine

Métro – 2022-03-01

Par : Yann Nopieyie

<https://journalmetro.com/actualites/national/2784462/quebec-annonce-premiere-aide-deux-organismes-besoins-humanitaires-ukraine/>

Le ministère des Relations internationales et de la Francophonie annonce une aide humanitaire de 300 000 \$ pour soutenir la population ukrainienne touchée par la guerre. Deux fonds d'urgence des organismes de coopération internationale (OCI) recevront respectivement 150 000 \$: il s'agit de Médecins du Monde Canada et de la Croix-Rouge canadienne, division du Québec.

«Depuis le début de cette crise, les Québécois sont solidaires avec le peuple ukrainien et la communauté ukrainienne du Québec. Cette guerre contrevient aux principes d'inviolabilité des frontières et d'autodétermination des pays. Il s'agit d'une violation fermement condamnée par notre gouvernement et il est de notre devoir de soutenir la population ukrainienne», explique le ministère des Relations internationales et de la Francophonie du Québec.

Les deux OCI ont été sélectionnés en raison de leur présence sur le terrain, de leur neutralité et de leur capacité à contribuer aux efforts visant à fournir les aides de première nécessité aux communautés affectées.

Cette aide financière s'ajoute à d'autres mesures déjà instaurées par Québec, telles que le retrait des produits russes à la Société des alcools du Québec (SAQ) et la mise en berne du drapeau ukrainien à l'Assemblée nationale du Québec.

«Il s'agit d'une première aide immédiate de notre gouvernement et nous évaluons présentement d'autres formes d'aide pouvant soutenir la population ukrainienne. Le ministère des Relations internationales et de la Francophonie continuera de surveiller la situation et d'évaluer les besoins de l'Ukraine d'ici la fin du conflit», a-t-on indiqué.

[Retour à la table des matières](#)